



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

**Trente et unième session**

**Voronège (Fédération de Russie), 16-18 mai 2018**

**Déclaration du porte-parole de la Consultation des organisations de la  
société civile**

1. Je m'appelle Gennady Schukin, je viens de la région de Taïmyr, en Russie, et je suis membre du Aborigen Forum.
2. C'est la première fois qu'une organisation de la société civile s'exprime à la cérémonie d'ouverture de la Conférence régionale de la FAO. C'est d'ailleurs le résultat de plusieurs années de travail de fond et de partenariat entre la FAO et différents représentants d'organisations de la société civile.
3. Je représente ici des organisations de la société civile (petits agriculteurs, éleveurs pastoraux, pêcheurs, peuples autochtones, travailleurs du secteur de l'agriculture et de l'alimentation, consommateurs, femmes, jeunes et ONG) de toutes les régions. Nous, détenteurs des droits et membres actifs du système alimentaire, nous sommes réunis à Budapest, les 26 et 27 avril, pour la Consultation de la société civile.
4. Le terme du Programme de développement durable à l'horizon 2030 arrive à grands pas. Les ODD ne sont pas aussi ambitieux que nous le souhaiterions et ils comportent un certain nombre de limites, et malgré cela il sera impossible de les atteindre sans un changement drastique de modèle en faveur de la souveraineté alimentaire.
5. Pour réaliser ce changement de modèle, il faut commencer par mettre en œuvre les instruments existants fondés sur les droits de l'homme, notamment les Directives volontaires à l'appui du droit à une alimentation adéquate, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, les Directives internationales visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale et la Convention de l'ONU pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi que toutes les politiques approuvées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale auxquelles ont adhéré les organisations de la société civile. Nous avons également espoir que le Conseil des droits de l'homme vote en faveur de la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

## 6. **Il faut procéder à la mise en œuvre et au suivi, et dès maintenant**

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. *Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



7. La FAO et un certain nombre d'États ont enfin reconnu que l'agroécologie, déjà pratiquée par de nombreuses communautés de petits producteurs dans le monde entier, était l'approche globale à adopter pour mettre en place une production alimentaire nutritive et une consommation alimentaire bénéfique pour la santé. Nos connaissances, territoires (à la fois les eaux et les terres), communautés, organisations, ainsi que notre capacité à devenir de moins en moins dépendant de ressources externes sont les piliers de l'agroécologie. Nos pratiques agroécologiques dans tous les secteurs de la production alimentaire (pastoralisme, pêche, forêts et agriculture) constituent de véritables innovations et sont appliquées actuellement dans le monde entier. Nous, petits producteurs, avons des solutions pour mettre un terme au réchauffement planétaire et lutter contre le changement climatique. Nous sommes les garants de l'avenir de notre planète et de l'humanité. Nous croyons fermement qu'en adoptant l'agroécologie, nous pouvons garantir que les biens communs ne seront pas marchandisés et que tout un chacun aura accès à l'alimentation et à la justice sociale. Les biens communs sont essentiels pour préserver notre environnement et ouvrir des débouchés aux jeunes. L'agroécologie est également importante en ce qu'elle permet de mettre en avant le respect des femmes et leurs droits.

8. Nous ne tolérerons pas que l'agroécologie soit utilisée au service d'intérêts privés restreints ou pour se donner une image «verte» ou «bleue onusienne»

9. Les nouvelles technologies ouvrent des possibilités tout en présentant des difficultés. L'e-agriculture n'est pas une innovation en soi, car les systèmes agroécologiques disposent déjà de technologies adaptées qui concernent l'ensemble du système alimentaire. Nous sommes tous témoins de l'incroyable concentration de pouvoir qui a lieu dans le secteur de l'économie numérique et sur internet. Une poignée d'entreprises monopolise actuellement l'intégralité du secteur et contrôle et commercialise les données en bafouant les droits fondamentaux des personnes. On considère aujourd'hui que l'e-agriculture est la nouvelle révolution verte. Toutefois, on constate qu'il n'y a pas suffisamment de contrôles sur la réglementation relative aux données et sur leur propriété, ni sur les effets de la concentration du secteur alimentaire et sur ce qu'il advient des obligations des États de défendre le droit à l'alimentation de leurs citoyens.

10. Nous n'utiliserons donc les technologies de l'e-agriculture et du numérique que dans les cas où nous estimons que celles-ci conviennent à notre modèle de production. Nous ne laisserons pas l'e-agriculture devenir un nouvel outil de privatisation de nos connaissances et nous ne permettrons pas qu'elle nous rende plus dépendants, nous laissant de côté pour en fin compte, nous remplacer par des robots!

11. Pour réaliser ce changement de modèle, nous demandons que dans cette région, une attention particulière soit portée aux points suivants:

- l'adoption de la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, qui s'appuiera sur les droits des ruraux qui existent déjà, les renforcera et sera reconnue dans le cadre international des droits de l'homme. Il faut mettre un terme aux financements publics qui soutiennent les modèles axés sur des aliments transformés extrêmement mauvais pour la santé et qui sont cause de problèmes de santé, de malnutrition et d'injustice alimentaire. Il faut que les financements publics, notamment les *fonds consacrés au climat*, soient clairement affectés en priorité à la petite production alimentaire agroécologique et appuient l'égalité d'accès à une alimentation adéquate et à des aliments nutritifs, qui est un droit universel et fondamental. Pour cela, il faut garantir la justice dans les systèmes alimentaires en favorisant une production, une distribution et un accès aux marchés territoriaux qui soient équitables, ce qui permettrait de réduire les conflits et les situations d'exploitation et d'identifier les facteurs structurels sources d'injustice et de malnutrition dans la région. *Ce point s'inscrit dans l'ODD12 (consommation et production responsables) et l'ODD2 (éliminer la faim)*;
- la pleine application des droits des femmes. Les droits des femmes sont toujours menacés dans la région et nous appelons les États à clairement appuyer et à mettre en œuvre des politiques actives qui visent à défendre pleinement ces droits, conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cette Convention

défend l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'accès aux ressources productives et économiques et de participation active à la vie publique et à la prise de décisions;

- Des emplois décents pour tous. L'objectif de l'ODD8 est que chacun ait un emploi décent. On constate encore un manque d'emplois décents dans le secteur agricole. Les lois qui régissent l'agriculture dans la région sont de plus en plus faibles et n'incluent pas les travailleurs agricoles, qui sont exclus des systèmes de protection sociale. Malgré l'existence d'un traité international qui affirme les droits des travailleurs migrants, le trafic de travailleurs migrants, et la discrimination dont ils ont fait l'objet, ces personnes étant contraintes de travailler dans des conditions de danger et d'isolement, voire soumises au travail forcé, persistent;
- la suppression de l'administration de masse d'antibiotiques au bétail et à la volaille. La production animale intensive destinée à l'alimentation a provoqué l'apparition de souches de nombreuses bactéries très dangereuses qui résistent aux antibiotiques. Les organismes des Nations Unies ont souligné la menace sérieuse que représente la résistance aux antimicrobiens pour les populations du monde entier. Si rien n'est fait, des millions de personnes pourraient mourir d'ici 2050 à cause de la résistance aux antibiotiques.
- Suppression d'inégalité d'accès à une alimentation adéquate et à des aliments nutritifs (qui est un droit de l'homme fondamental et universel), grâce à un processus d'inclusion qui fasse participer les organismes, les producteurs agroécologiques, les organisations de la société civile et les autres acteurs de la justice sociale et qui permette de garantir la justice au sein des systèmes alimentaires, en favorisant une production, une distribution et une commercialisation qui soient équitables, ce qui permettrait de réduire les conflits et les situations d'exploitation et d'identifier les facteurs structurels qui favorisent l'injustice et la malnutrition dans la région.
- Pour les États, la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition sont l'occasion de mettre en place des politiques cohérentes et de faire en sorte que les gouvernements s'engagent parce qu'ils ont des obligations dans le domaine des droits de l'homme et non par pure formalité. C'est une réelle occasion, et elle doit être considérée comme telle, de mettre en place des politiques et des investissements publics en faveur des petits producteurs et de nos petites exploitations dans toute la région. Les petits producteurs sont le seul moyen de s'assurer que les principes de l'agroécologie sont vraiment mis en œuvre, et partant de garantir le droit à une alimentation adéquate et à des aliments nutritifs.

12. Nous nous félicitons du processus de décentralisation mené par la FAO et nous réitérons notre engagement à y participer. Les organisations de petits producteurs et les autres organisations de la société civile doivent jouer un rôle central dans ce processus. Nous déclarons notre intention d'être les principaux acteurs de toutes les étapes de la mise en œuvre des trois initiatives régionales.

13. Nous espérons continuer à renforcer notre partenariat avec la FAO dans la région, en renforçant notre impact politique et notre rôle dans la prise de décisions.

14. Nous appelons la FAO à s'engager à participer plus activement à la défense du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates, conformément à son mandat.